



Une économie francilienne encore hésitante

Au troisième trimestre 2014, l'emploi salarié francilien poursuit sa lente remontée (+ 0,1 %). En un an, il progresse de 0,3 %, soutenu en particulier par les secteurs du commerce et des services, mais pénalisé par l'accélération de la suppression de postes dans l'intérim. Le taux de chômage francilien augmente au troisième trimestre de 0,2 point, à 8,8 %, après trois trimestres de stabilité. Le nombre de demandeurs d'emploi en novembre se stabilise, après avoir augmenté en septembre et octobre. Les créations d'entreprises ont été plus nombreuses en 2014 que l'année précédente. La baisse des ventes de logements neufs est très significative au troisième trimestre 2014, mais le nombre de logements autorisés à être construits augmente. À fin novembre 2014, la fréquentation hôtelière de l'année est inférieure à celle observée en 2013 pour la même période.

Denis Rabadeux, Insee Ile-de-France

Rédaction achevée le 21 janvier 2015

En un an, l'emploi francilien continue sa lente progression

L'emploi salarié francilien poursuit sa légère progression au troisième trimestre 2014 (+ 0,1 %) par rapport au trimestre précédent alors qu'il se replie de 0,4 % au niveau national. En un an, les évolutions vont dans le même sens : + 0,3 % pour la région et - 0,4 % pour la France métropolitaine.

En revanche, la suppression de postes dans l'intérim s'est accélérée ce trimestre en Ile-de-France (- 3,5 %, soit presque 3 000 postes de moins), atténuant la relative bonne tenue de l'emploi dans la plupart des autres secteurs marchands. En un an, l'intérim est le secteur le plus touché avec 4 800 postes supprimés (- 5,7 %).

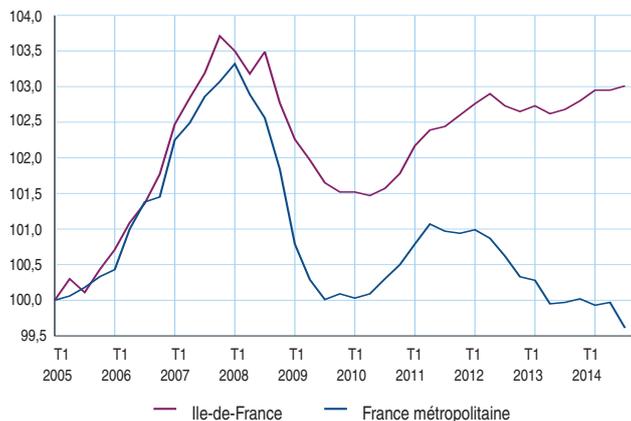
L'emploi salarié du secteur marchand hors intérim augmente de 0,2 % au troisième trimestre par rapport au trimestre précédent et de 0,7 % en un an. Le secteur des services (hors intérim) reste le principal moteur des créations d'emplois dans la région avec une croissance de 0,2 % au troisième trimestre 2014 et environ 22 000 postes supplémentaires en un an. L'emploi dans les services marchands poursuit sa progression, principalement dans les activités scientifiques, administratives et de soutien (+ 1,7 %, soit environ 15 000 emplois supplémentaires en un an), puis dans le secteur de l'hébergement et de la restauration avec 3 500 emplois supplémentaires, soit + 1,2 % en un an.

Après deux années de baisse ininterrompue, l'emploi dans l'industrie se stabilise en Ile-de-France au troisième trimestre 2014 (+ 0,1 %), soit un gain d'environ 500 emplois. En un an, il aura

cependant perdu 4 500 postes (- 1 %). Ce recul est principalement dû au fort repli dans le secteur de la fabrication de matériels de transport, qui perd plus de 3 000 emplois, soit - 4,7 % en un an. Dans le commerce, l'emploi progresse (+ 0,8 % en un an, soit un gain de 5 500 emplois). Dans la construction, il est quasiment au même niveau qu'il y a un an en dépit d'une perte de presque 1 300 emplois au troisième trimestre (- 0,5 %).

1 L'emploi salarié francilien augmente encore au troisième trimestre 2014

Données cvs - indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005

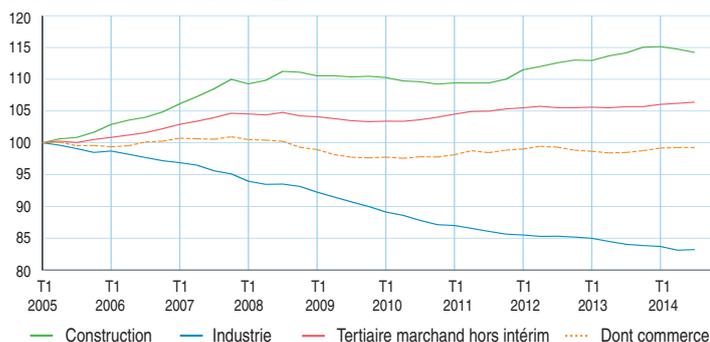


Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi

2 La croissance du tertiaire marchand soutient toujours l'emploi francilien

Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005



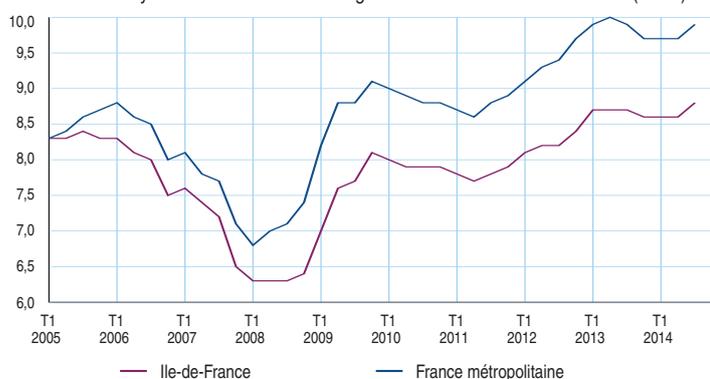
Source : Insee, estimations d'emploi

Après une phase de stabilité, le taux de chômage augmente en Ile-de-France au troisième trimestre 2014

Après trois trimestres au même niveau, le taux de chômage francilien repart à la hausse, malgré la légère augmentation de l'emploi. La population active francilienne augmente en effet. Le taux de chômage s'établit au troisième trimestre 2014 à 8,8 % de la population active en Ile-de-France, soit une augmentation de 0,2 point. Il suit la même évolution en France métropolitaine, où il atteint désormais 9,9 %. À un an d'intervalle, le taux de chômage s'est accru de 0,1 point dans la région, alors qu'il est resté stable en France métropolitaine. Le chômage augmente dans tous les départements franciliens, mais plus particulièrement en Seine-Saint-Denis et dans le Val-de-Marne (+ 0,3 point en un an). Les Yvelines ont le taux de chômage le plus bas (7,3 % au troisième trimestre 2014) et la Seine-Saint-Denis le plus élevé (13,0 %).

3 Le taux de chômage francilien s'accroît de 0,1 point en un an

Données en moyenne trimestrielle et corrigées des variations saisonnières (en %)



Source : Insee, taux de chômage localisés

Des demandeurs d'emploi qui se stabilisent en novembre après deux mois d'augmentation

Après une nouvelle légère augmentation au mois d'octobre (+ 0,6 %), le nombre de demandeurs d'emplois inscrits à Pôle emploi et immédiatement disponibles pour occuper un emploi (catégorie ABC) s'est stabilisé en novembre 2014 pour atteindre 916 160. Parmi eux, 660 550 n'avaient pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A), presque 9 000 de plus qu'en octobre (+ 1,4 %). Au niveau national, ces deux évolutions d'octobre à novembre s'établissent à + 0,4 % et + 0,8 %.

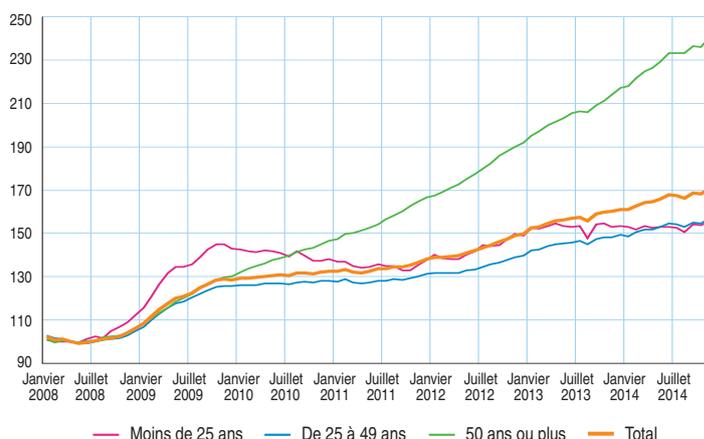
Dans la région, le nombre de demandeurs d'emploi de la catégorie A augmente de 6,5 % en un an, plus rapidement qu'au niveau national (+ 5,8 %). En novembre 2014, ils sont 42 000 de plus qu'au mois de janvier (+ 4,8 %).

En Ile-de-France, la hausse est particulièrement marquée chez les 50 ans ou plus (+ 12,1 % en un an). Les jeunes sont eux aussi touchés, mais dans de plus faibles proportions (+ 1,4 % pour les moins de 25 ans). C'est également le cas en France métropolitaine, où les hausses atteignent des niveaux similaires (+ 11,1 % et + 1,4 %).

Fin novembre, 391 580 inscrits en catégorie ABC sont à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an, soit 42,7 % des demandeurs d'emploi. Jamais une proportion si élevée de demandeurs d'emploi de longue durée n'a été observée depuis le début des séries en janvier 1997. La demande d'emploi de longue durée continue à augmenter (+ 0,4 % par rapport au seul mois d'octobre, mais + 0,9 % d'évolution mensuelle moyenne sur l'année 2014).

4 Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens augmente pour toutes les tranches d'âge

Données cvs - indices base 100 en avril 2008



Champ : demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois.

Source : Pôle emploi, Dares

5 Les créations d'entreprises ont été plus dynamiques en 2014 en Ile-de-France qu'au niveau national

Créations d'entreprises	Année 2014		Évolution en glissement annuel (en %)*		
	Total créations	Part des micro-entreprises (en %)	Total créations	Micro-entreprises	Créations hors micro-entreprises
Industrie	4 640	59,7	6,3	10,9	0,1
Construction	15 929	38,1	1,5	8,6	-2,4
Commerce, transports, hébergement, restauration	35 711	45,4	11,5	15,8	8,2
Information et communication	12 007	52,7	1,1	-7,4	12,8
Activités financières	4 083	18,1	8,4	11,8	7,7
Activités immobilières	3 988	22,9	11,8	47,4	4,3
Activités de services**	40 830	56,5	7,2	7,0	7,4
Enseignement, santé, action sociale	13 636	63,3	4,0	6,2	0,3
Autres activités de services	10 917	68,6	-1,5	-4,0	4,4
Total Ile-de-France	141 741	50,9	6,1	6,7	5,5
Total France métropolitaine	550 794	51,5	2,3	3,1	1,6

* Évolution du cumul de janvier à décembre 2014 par rapport au même cumul douze mois auparavant.

** Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (niveau A10, NAF rév 2).

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements

Les créations d'entreprises augmentent beaucoup plus rapidement qu'au plan national

L'économie régionale a créé plus de 141 000 entreprises au cours de l'année 2014, soit une hausse de 6,1 % par rapport à l'année précédente (+ 2,3 % au niveau national).

Les activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien continuent de dominer le nombre de créations, avec presque 41 000 entreprises créées au cours de l'année, soit 7,2 % de plus qu'en 2013. Les créations d'entreprises dans les secteurs du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration se situent aussi à des niveaux élevés : plus de 35 700 entreprises y sont ainsi apparues en 2014, soit 11,5 % de plus que l'année précédente. Dans la construction, un peu moins de 16 000 entreprises ont été créées (+ 1,5 %).

La création d'entreprises est le fait, pour plus de la moitié, de micro-entrepreneurs. Les créations de micro-entreprises ont augmenté plus rapidement en 2014 que les autres types d'entreprises, tant dans la région (+ 6,7 % contre + 5,5 %) qu'au niveau de la France métropolitaine (+ 3,1 % et + 1,6 %).

À la fin du mois de septembre 2014, le nombre de défaillances d'entreprises jugées au cours des douze derniers mois augmente par rapport aux douze mois précédents (+ 3,3 %), de manière légèrement moins marquée que ce qu'on observait à la fin du deuxième trimestre (+ 4,9 %). L'augmentation est moins importante en France métropolitaine (+ 1,0 %).

6 Hausse du nombre de défaillances jugées au cours des douze derniers mois en Ile-de-France par rapport aux douze mois précédents

Indice base 100 en janvier 2005



Source : Fiben Banque de France

Les ventes de logements neufs au plus bas depuis plus de cinq ans

La baisse des ventes de logements neufs est très importante en Ile-de-France au troisième trimestre 2014 : elle est de 15,2 % par rapport au troisième trimestre 2013 (- 11,5 % en France métropolitaine) et de 22,6 % par rapport au trimestre précédent.

Après une baisse depuis trois trimestres, les prix de vente de logements neufs au m² se reprennent légèrement dans la région (+ 2,1 % au troisième trimestre 2014 par rapport au troisième trimestre 2013, mais aussi + 5,0 % par rapport au deuxième trimestre 2014).

Les prix de vente des logements anciens ont baissé en Ile-de-France, comme en province, de 1,1 % en moyenne sur les douze derniers mois, mais se sont stabilisés dans la région au troisième trimestre 2014 par rapport au deuxième, contrairement à la province où ils ont diminué de 0,9 %.

Fin novembre 2014, le nombre de logements dont la construction est commencée au cours des douze derniers mois se contracte légèrement (- 2,2 % par rapport aux douze mois précédents, soit 48 000 logements commencés contre 49 100 sur les douze mois précédents). En

revanche, les perspectives d'activité de construction de logements neufs sont favorablement orientées : le nombre de logements autorisés à être construits dans la région au cours des douze derniers mois progresse à nouveau (+ 3,8 % par rapport aux douze mois précédents, soit 64 400 logements autorisés contre 62 050 sur les douze mois précédents), contrairement à ce qui est observé au niveau de la France métropolitaine (-12,5 %). La surface des locaux dont la construction est commencée au cours des douze derniers mois a reculé (- 4 % par rapport aux douze mois précédents). La surface des locaux autorisés à être construits dans la région au cours des douze derniers mois a cependant progressé de 7,4 % par rapport aux douze mois précédents, contrairement à ce qui est constaté au niveau national (- 10,9 %).

Fin novembre, l'activité hôtelière est en deçà de son niveau de 2013 à la même époque

En Ile-de-France, après un premier semestre 2014 hésitant, les taux d'occupation ont atteint, voire dépassé, les maxima constatés au cours

« Micro-entrepreneurs » se substitue à « auto-entrepreneurs »

Depuis le 19 décembre 2014, de nouvelles dispositions définies par la loi Pinel du 18 juin 2014 s'appliquent au régime de l'auto-entreprise. En particulier, le terme de micro-entrepreneurs se substitue à celui d'auto-entrepreneurs.

Sources et définitions

Les **estimations trimestrielles d'emploi** sont fondées sur les évolutions d'emploi issues principalement des statistiques établies par les Urssaf à partir des déclarations des établissements versant des cotisations sociales. Tous les établissements sont pris en compte. L'Insee interroge également directement certaines grandes entreprises nationales sur l'évolution de leurs effectifs. L'indicateur d'emploi intérimaire est élaboré par la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques) à partir des déclarations mensuelles des entreprises de travail temporaire adressées à Pôle emploi. Les séries trimestrielles sont calées sur les estimations annuelles qui sont produites à partir du dispositif Estel (Estimations d'emploi localisées). Ces estimations sont corrigées de la multi activité et correspondent à un concept d'emploi répertorié au sens du Bureau international du travail (BIT). Ainsi, toute personne ayant effectué un travail déclaré au cours de la dernière semaine de l'année est comptabilisée.

DEFM : les demandeurs d'emploi en fin de mois sont les personnes inscrites au Pôle emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois.

Catégorie A, B, C : personnes sans emploi immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Catégorie A : personnes sans emploi immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, n'ayant eu aucune activité au cours du mois.

Les **séries de taux de chômage localisés** sont révisées à partir de la publication des résultats du quatrième trimestre 2013. D'une part, le taux de chômage est revu à la baisse au niveau national suite à la rénovation du questionnaire de l'enquête Emploi. Ce nouveau calcul situe le taux de chômage national à un niveau inférieur de 0,5 point par rapport aux données publiées antérieurement. D'autre part, la méthode d'estimation des taux de chômage localisés a été améliorée sur différents points concernant notamment l'emploi au dénominateur des taux de chômage localisés (amélioration de la méthode de passage de l'emploi au lieu de travail à l'emploi au lieu de résidence, information sur les travailleurs frontaliers...). Les nouvelles séries de taux de chômage régionaux et départementaux sont réropolées de ces deux effets : elles sont cohérentes sur l'ensemble de la période d'estimation.

des mêmes périodes de 2011 à 2013. Relativement à la seule année 2013, ils ont été supérieurs, en 2014, au cours de huit des onze mois écoulés. Cependant, entre janvier et novembre 2014, les nuitées ont légèrement régressé par rapport à la même période de 2013.

7 Fréquentation hôtelière à des niveaux élevés depuis plusieurs mois

Évolution du taux d'occupation en Ile-de-France (en %)



(1) Fréquentation maximale observée sur la période 2011-2013.

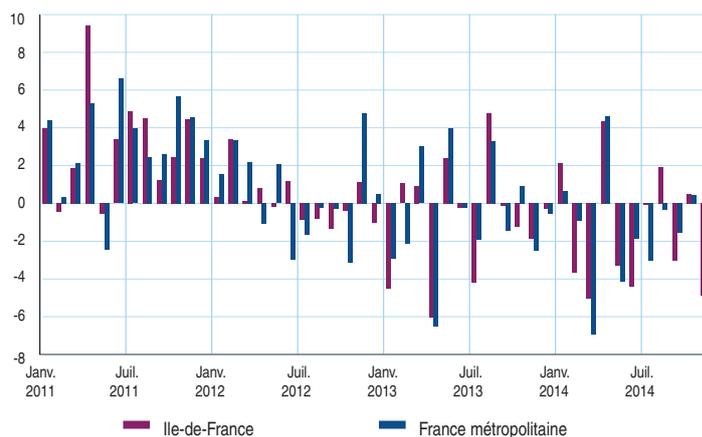
Sources : Insee, DGCS, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

Le nombre de nuitées dans la région, toutes provenances confondues, s'est en effet replié de plus de 850 000 au total depuis le début de l'année, soit - 1,4 % en un an sur la période de janvier à novembre 2014. Ce recul concerne à la fois la clientèle étrangère (- 550 000 nuitées, soit - 1,5 %) et la clientèle française (- 1,2 %). Le nombre d'arrivées de clients étrangers ayant quasiment stagné (à peine - 0,2 %), c'est la durée moyenne du séjour qui a donc légèrement diminué. Parmi ces étrangers, la clientèle européenne est venue en moins grand nombre à hauteur de - 400 000 nuitées (soit - 2,1 %). L'afflux de touristes espagnols (+ 150 000 nuitées) n'a pas compensé le recul des

Russes, des Britanniques et des Suisses (- 100 000 à - 150 000 nuitées chacun), mais surtout des Allemands (- 250 000 nuitées à eux seuls). Au-delà de l'Europe, c'est la clientèle en provenance du Proche et Moyen Orient qui est en plus forte progression : presque 300 000 nuitées de plus par rapport à l'an passé, pour la période de janvier à novembre (+ 20,8 %). Ils sont venus plus nombreux presque tous les mois de l'année 2014. A contrario, la clientèle japonaise a quelque peu boudé la région au cours de ces onze premiers mois (- 130 000 nuitées, soit - 7,8 %). Les touristes en provenance des Amériques sont venus plus nombreux (+ 60 000 arrivées), mais sont restés globalement moins longtemps (- 130 000 nuitées). ■

8 Repli marqué en novembre 2014 de la fréquentation des hôtels franciliens

Évolution du nombre de nuitées du mois de l'année n par rapport au mois de l'année n-1 (en %)



Sources : Insee, DGCS, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

Contexte national : Les freins se desserrent un peu

Au troisième trimestre 2014, l'activité en France s'est révélée un peu plus dynamique que prévu (+ 0,3 %), sous l'effet de facteurs ponctuels. L'économie française croîtrait légèrement au quatrième trimestre (+ 0,1 %) avant d'accélérer un peu au premier semestre 2015 (+ 0,3 % par trimestre). Plusieurs freins communs aux pays de la zone euro se sont en effet desserrés à l'automne : la dépréciation de l'euro soutient la compétitivité des entreprises ; la baisse du cours du pétrole renforce le pouvoir d'achat des ménages et la situation financière des entreprises ; le revenu des ménages serait également moins handicapé par les hausses d'impôts. Des freins plus spécifiques à l'économie française se desserreraient : le fort ajustement de l'investissement en logement toucherait à sa fin et la situation financière des entreprises s'améliorerait avec la montée en charge du CICE et l'instauration du Pacte de responsabilité. Le recul de l'emploi marchand s'atténuerait et, avec le soutien des contrats aidés, l'emploi total progresserait légèrement. La population active s'accroissant toutefois un peu plus vite, le taux de chômage augmenterait de nouveau pour atteindre 10,6 % mi-2015.

Contexte international : Légère embellie en zone euro

Au troisième trimestre 2014, l'activité a légèrement accéléré dans les pays avancés. Les économies américaine et britannique ont de nouveau fortement progressé, tandis que la croissance est restée modeste en zone euro. Dans les économies émergentes, l'activité a continué de tourner au ralenti. Dans les pays avancés, le découplage perdure entre les pays anglo-saxons où le climat des affaires est à un niveau élevé depuis le début de l'année, et la zone euro où le climat reste morose. Au premier semestre 2015, la croissance reprendrait un peu de vigueur dans la zone euro, notamment en Allemagne où l'instauration d'un salaire minimum générerait des effets de revenus positifs. En Espagne, la stabilisation de la construction desserrerait le principal frein restant à la croissance et l'activité y serait dynamique. En Italie en revanche, l'activité resterait atone. Au Japon, la hausse de la TVA en avril 2014 a pesé fortement sur la demande intérieure, de sorte que l'activité y est très dégradée, et ne se rétablirait que lentement. La croissance resterait modérée dans les économies émergentes.

Insee Ile-de-France
1 rue Stephenson
78188 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

Directrice de la publication :
Sylvie Lagarde
Rédactrice en chef :
Christèle Rannou-Heim

ISSN 2416-8637
© Insee 2015

Pour en savoir plus

- Bortoli C., Clavel L., Laurent T., Passeron V., « Les freins se desserrent un peu », *Insee Conjoncture - note de conjoncture*, décembre 2014.
- Rabadeux D., Dahmouh A., « L'Ile-de-France résiste dans un environnement morose », *Insee Conjoncture Ile-de-France* n° 2, octobre 2014.
- Clavel L., Passeron V., « La reprise différée », *Insee Point de Conjoncture*, octobre 2014.

